

L'innovation démocratique comme remède au populisme

Une expérience pilote, dirigée par une équipe de chercheurs en science politique, sera menée à Sion lors des votations fédérales du 9 février prochain. En marge de la documentation officielle, un avis citoyen, rédigé par un panel de votants tiré au sort, sera envoyé à la population

Le modèle nous arrive tout droit des États-Unis et vient remodeler le système démocratique suisse. C'est la commune de Sion qui servira de laboratoire au projet *demoscan*, une expérience politique inédite menée par l'équipe de Nenad Stojanović, professeur au Département de science politique et relations internationales (SPERI/Faculté des sciences de la société). Inspirée par le modèle de l'Oregon, un État qui pratique la démocratie délibérative depuis une dizaine d'années déjà,

elle sera expérimentée pour la toute première fois en Suisse à l'occasion des votations fédérales du 9 février 2020.

INTELLIGENCE COLLECTIVE

La recette est simple: un panel de citoyens tirés au sort est invité à rédiger un rapport neutre, après quelques jours de délibération, sur un objet sou-

mis au vote du peuple. L'information est ensuite envoyée à la population, en même temps que le matériel de vote et la brochure d'information de la Chancellerie fédérale. Cette déclaration citoyenne prend la forme d'un document très simple, mettant en évidence les principaux éléments de l'objet soumis au vote et présentant une sélection d'arguments des partisans et des opposants, «ceux dont le panel a estimé qu'ils étaient les meilleurs pour se prononcer de la manière la plus adéquate», précise Victor Sanchez-Mazas, coordinateur du projet *demoscan* et assistant au SPERI. Pour mener à bien leur mission, les panels sont accompagnés tout au long du processus par des modérateurs.

SÉLECTION ALÉATOIRE

Si c'est la Ville de Sion qui a été choisie comme commune pilote, c'est qu'elle présente une structure démographique comparable à celle de la Suisse, en termes de répartition par âge et de taux d'étrangers. Sa taille est par ailleurs suffisamment importante pour être



représentative, sans toutefois être excessive ce qui simplifie la logistique de l'expérience. Sion, capitale d'un canton bilingue, présente par ailleurs un relatif équilibre politique entre la gauche et la droite. Dernier point, les autorités ont démontré un réel intérêt pour la démocratie participative, comme la

Plus concrètement, 2000 personnes, tirées au sort parmi les quelque 20 000 Sédunois possédant le droit de vote, ont reçu une invitation à participer au projet. 205 personnes ont répondu positivement. Une sélection aléatoire de deux panels distincts de 20 participants chacun a été ensuite réalisée grâce à un algorithme permettant de conserver la représentativité de la population (âge, genre, niveau d'éducation). Pour renforcer la dimension aléatoire de la démarche, un dernier tirage au sort a été réalisé lors

d'une séance publique pour sélectionner l'un des deux panels constitués. «Toute la démarche est anonyme, précise Victor Sanchez-Mazas. Excepté les individus concernés et l'équipe scientifique, personne ne sait qui a été choisi, afin de préserver les participants de toute pression externe».

TROUVER UN CONSENSUS

A Sion, le panel aura quatre jours - le temps de deux week-ends de novembre - pour élaborer sa déclaration citoyenne. Après un premier moment d'échanges entre les participants, des experts neutres viendront présenter les dimensions factuelles de l'objet soumis à la votation. Dans un second temps, partisans et opposants présenteront leurs arguments. Puis les discussions s'enchaîneront au sein de petits groupes d'abord, puis en séance plénière afin de rédiger la déclaration. «Les par-

PROJET NOVATEUR À VERNIER

Depuis février 2017, le professeur de théorie politique Matteo Gianni et son doctorant Victor Sanchez-Mazas participent à une expérience visant à favoriser la participation politique des résidents étrangers sur la commune de Vernier. Initié par le Bureau cantonal de l'intégration des étrangers, le projet a rapidement conduit les chercheurs de l'Institut d'études de la citoyenneté de l'UNIGE à considérer la participation démocratique comme un vecteur d'intégration culturelle et sociale. Les premières mesures concrètes mises en œuvre cette année ont ainsi visé à rassembler résidents suisses et étrangers autour de «tables délibératives». Chacun de ces mini-forum réunissant une vingtaine de personnes est consacré à l'une des trois thématiques retenues:

insertion et intégration, aménagement du territoire, solidarité et entraide. Les discussions, menées dans un premier temps à huis clos, aboutiront à des propositions qui seront ensuite transmises à la commune de Vernier, chargée de les examiner. «Les premiers échos que nous avons eu semblent indiquer que notre approche était la bonne, relève Victor Sanchez-Mazas. Notamment parce que les délibérations favorisent une reconnaissance mutuelle entre participants suisses et étrangers.» L'expérience, qui visait prioritairement les étrangers, pourrait donc s'avérer prometteuse pour revigorer la participation démocratique en général, à l'heure où le fossé entre la population et le monde politique met à mal la confiance des citoyens envers les institutions.